

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. La semaine dernière, le ministre a admis du bout des lèvres que le Canada était en récession. Hier, la Banque du Canada a augmenté, encore une fois, les taux d'intérêt. Le ministre croit-il que c'est possible pour le Canada de sortir de cette récession si on continue à maintenir l'écart tout à fait aberrant entre nos taux d'intérêt et ceux de nos compétiteurs internationaux, incluant les États-Unis?

• (1130)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, permettez-moi de vous faire remarquer que l'honorable député de LaSalle—Émard fait dévier l'orientation de la période de questions parce que, à mon avis, il n'aime pas beaucoup la position que les sénateurs libéraux adoptent sur cette question particulière.

Un député: C'est juste.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Je le mets au défi de commencer à poser des questions qui appuieraient la position du Parti libéral au Sénat, car je doute qu'il y soit très favorable.

Il pose une question sur l'état de l'économie. Il n'a peut-être rien entendu aujourd'hui, mais le produit national brut a augmenté en juillet par rapport à juin, de sorte que le ralentissement de l'économie dont il parle n'est pas si grave qu'il le dit. J'ai reconnu que l'économie ralentissait, mais j'ai aussi mentionné qu'il y avait une bonne explication.

Quand l'économie est très vigoureuse pendant sept ans et demi sans interruption, il est naturel qu'elle ralentisse quelque peu. Nous voyions les pressions inflationnistes s'accumuler et il était important de les contrôler. C'est exactement ce que j'avais prévu dans mon budget de 1989-1990 et c'est ce qui se produit.

En traversant cette période, nous préparerons l'important redressement de l'économie que nous entrevoyons pour l'an prochain.

Questions orales

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, je voudrais préciser au gouvernement ce qui me rend mal à l'aise. Il s'agit de l'analyse économique tout à fait fautive que vient de nous faire le ministre.

Des voix: Bravo!

M. Martin: Nous sommes confrontés à une terrible récession découlant de l'incapacité du gouvernement de présenter les mesures de redressement nécessaires à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange. Cette récession qui nous frappe s'explique également par la décision du gouvernement de maintenir le cours du dollar canadien à un niveau beaucoup trop élevé et d'infliger aux consommateurs et aux entreprises du Canada des taux d'intérêt tout à fait absurdes. Enfin, cette récession découle de la menace d'inflation que fait peser sur nous la TPS.

Ma question concerne ce que tous les chefs d'entreprise et tous les consommateurs du pays savent, et si le ministre ne la comprend pas, il devrait alors commencer par s'entretenir avec les gens qui subissent les répercussions négatives de sa politique.

Voici ma question: Comment le gouvernement pense-t-il que nous puissions être compétitifs lorsque sa politique économique tout à fait désuète? Comment croit-il que l'industrie canadienne peut se moderniser pour être davantage compétitive dans un monde en pleine évolution, si le coût de nos investissements, est beaucoup plus élevé que celui de nos concurrents?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous venons juste d'entendre de belles paroles de la part de mon collègue, mais je remarque également qu'il n'a absolument pas parlé des observations que j'ai formulées au sujet du Sénat.

Selon moi, le député n'est pas tout à fait à l'aise avec la position de son parti, dans cette enceinte et au Sénat, relativement aux actions des sénateurs libéraux.

Permettez-moi de répondre directement à la question de mon collègue. Il a parlé de l'importance de favoriser de nouveaux investissements, d'accroître notre compétitivité, de faire en sorte que le Canada soit en mesure de livrer une concurrence aux autres pays. Permettez-moi de lui demander alors pourquoi il s'oppose à la TPS qui permettra à nos exportateurs d'être plus compétitifs. Cette taxe accroîtra la compétitivité des producteurs canadiens puisque, en vertu de la taxe actuelle, les impor-